



Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

**Conseil du Commerce et du Développement
56ème session**

**Déclaration de S.E.M. Omar HILALE
Ambassadeur, Représentant Permanent du Royaume du Maroc
à Genève**

**Session de Haut niveau
« La crise économique et les réponses à y apporter »
14 Septembre 2009**

14-25 Septembre 2009

Monsieur le Président,

Notre session se tient à un moment d'une importance particulière. La crise économique et financière mondiale à laquelle le monde est confronté à l'heure actuelle, constitue un défi majeur qui ne pourra être relevé que dans un esprit de solidarité et de coopération, conformément à la charte des Nations Unies. Cela impose, pour nous tous, des actions concrètes et des solutions d'urgence pour sortir de cette crise.

Cette réunion est, également, une occasion de convenir des mesures fondamentales à prendre, en vue de soutenir les efforts des pays en développement pour limiter les effets de cette crise et relancer leurs économies. Ainsi, la légitimité de l'ONU joue un rôle déterminant dans l'impulsion des réponses appropriées à la crise mondiale et de faire en sorte que les Objectifs du développement restent inscrits au rang des priorités de la communauté internationale.

Monsieur le Président,

La crise financière avait des conséquences durables sur les pays en développement et continuera à avoir un impact négatif sur l'économie mondiale dans les années à venir. Peu de pays en développement disposent de moyens pour faire face à cette crise et éprouvent des difficultés énormes pour mobiliser les ressources financières à leur développement.

Dans cette conjoncture financière et économique complexe, la communauté internationale est interpellée pour faire preuve de solidarité avec les pays en développement.

A cet égard, les engagements pris en matière de développement, notamment dans le cadre de la Déclaration de Doha sur le suivi de financement du Développement, du sommet du G8 et du sommet de G20, doivent être concrétisés et continuer à guider l'action en matière d'Aide Publique pour le Développement.

De l'autre côté, il est hautement souhaitable d'appeler les institutions financières mondiales, en tant que partenaire des Pays en Développement incontournables, de toute croissance soutenue et durable, à soutenir les pays en développement dans leur efforts visant à revitaliser le rôle de leurs politiques, à rétablir leurs équilibres économiques et à préserver le niveau de coopération sur les questions touchant au développement au niveau mondial.

A cet effet, le Maroc appelle la communauté internationale à des efforts adaptés et soutenues et ciblés en faveur des pays en développement afin que ces derniers préservent la structuration de leurs économies. Le Maroc considère que tout recul à ce niveau, constituera un frein sérieux aux efforts engagés par les pays en développement dans l'économie internationale.

Monsieur le Président,

Je saisis cette occasion pour partager avec vous la manière avec laquelle mon pays a essayé de faire face aux effets de cette crise. Ainsi, il a procédé à :

- * la mise en place d'un cadre macroéconomique stable, grâce aux réformes entreprises ces dernières années que ce soit au niveau structurel ou social,
- * le positionnement au niveau régional grâce à la libéralisation de ses échanges au niveau bilatéral et multilatéral, et à la dynamisation des ses investissements nationales et étrangers,
- * La mise en place d'un dispositif de veille stratégique public-privé dans le but de suivre l'évolution et l'impact de la crise sur le pays,
- * La mise en place d'un cadre macro-économique stable, à la suppression des entraves à la croissance et à une meilleure allocation des ressources.

Ces actions ont permis de surmonter cette crise et de maintenir la confiance dans l'économie marocaine. A cet égard, le Maroc est disposé à partager son expérience avec les pays qui le souhaitent et profiter également de l'expérience des autres.

Monsieur le Président,

Les efforts de la communauté internationale visant à restaurer la confiance et relancer l'économie mondiale ne peuvent réussir durablement sans s'attaquer aux causes systémiques et aux problèmes structurels qui ont conduit à la crise. Cette crise nous a montré combien il est urgent de reformer l'architecture financière internationale en vue de renforcer la résilience de l'économie mondiale et la rendre moins vulnérable.

Dans ce contexte, nous nous félicitons des recommandations sur la réforme du système monétaire et financier international et qui méritent d'être examinées dans le cadre d'une réforme audacieuse répondant ainsi aux réalités et aux besoins des pays en développement dans l'économie mondiale.

Monsieur le Président,

En ces moments difficiles de la crise qui débouche sur une détérioration beaucoup plus graves des économies des pays en développement, la solidarité constitue la meilleure preuve de la confiance en l'avenir et en la solidité des engagements des Etats en faveur des objectifs de développement. C'est la responsabilité de tous les Etats qui est engagé pour respecter ces engagements.

A cet égard, le Maroc exprime sa confiance et son soutien aux efforts déployés par l'ONU en vue de faire face au défi du développement et de trouver des solutions appropriées à la crise. Dans ce cadre, le Maroc réitère son appel au respect des engagements internationaux en termes de flux d'aide, de réduction de la dette et d'ouverture des marchés, pour les produits provenant des pays les moins avancés, et à la dynamisation et au renforcement des espaces régionaux qui constituent le lieu de l'expression des complémentarités et des synergies. Trouver des solutions communes à l'intérieur de ces espaces et le renforcement de leur structure constituent autant d'éléments de réponse susceptible de compléter et renforcer les stratégies nationales et les actions de la communauté internationale pour mieux faire face à cette crise.

Je vous remercie.